

Coopération et Démocratie : quels enjeux dans les Suds ?

La coopération au développement au service de la démocratie ?

La démocratie, un concept universel ou néo-colonial ?

Pour Amartya Sen, la démocratie, synonyme de liberté politique et civique (liberté de la presse, de manifestation...), peut être considérée comme une valeur universelle. Si les effets de la démocratie ne sont pas toujours vérifiés par un meilleur développement, pour Sen il n'y a de développement que par et pour la liberté.

Les bailleurs du développement ont attaché une importance croissante à la promotion de la démocratie dans les États bénéficiaires. Pourtant, la perception de la démocratie diffère d'une société à l'autre. On peut considérer que si la notion de démocratie occidentale est devenue l'idéologie prédominante, elle demeure une vision eurocentrée. Son eurocentrisme et son caractère universalisant perpétuent des formes néocoloniales et ne prennent pas en compte les spécificités des sociétés.

Des nouveaux bailleurs moins regardants ?

Au début des années 2000, 74 % des projets financés par la Banque mondiale mettaient l'accent sur la participation des organisations de la société civile (OSC).

Cependant, la montée de partenaires émergents moins regardants comme la Chine et l'Inde semble remettre en question les critères démocratiques.



Crise démocratique au Bangladesh

Quelle est l'influence de la coopération au développement sur les pays en crise démocratique ?

En 2024, la décision de rétablir les quotas pour les emplois publics a déclenché des manifestations massives. Cela a abouti à un soulèvement d'étudiants qui ont subi une répression policière sévère. En effet, depuis 2009, sous la direction de Sheikh Hasina, le pays fait face à des tensions politiques et sociales. Le régime a dérivé vers une autocratie avec des élections de plus en plus frauduleuses et controversées. En août 2024, le mouvement a conduit à la chute du régime et la démission de Sheikh Hasina au profit de Muhammad Yunus.

Cette longue dérive vers l'autocratie n'a pas empêché l'aide au développement. Au contraire, celle-ci a été multipliée par cinq depuis 2008. Alors que l'aide internationale est vectrice d'une idéologie politique idéologie politique (démocratisation, libéralisme,...), cependant, le Bangladesh y fait exception.

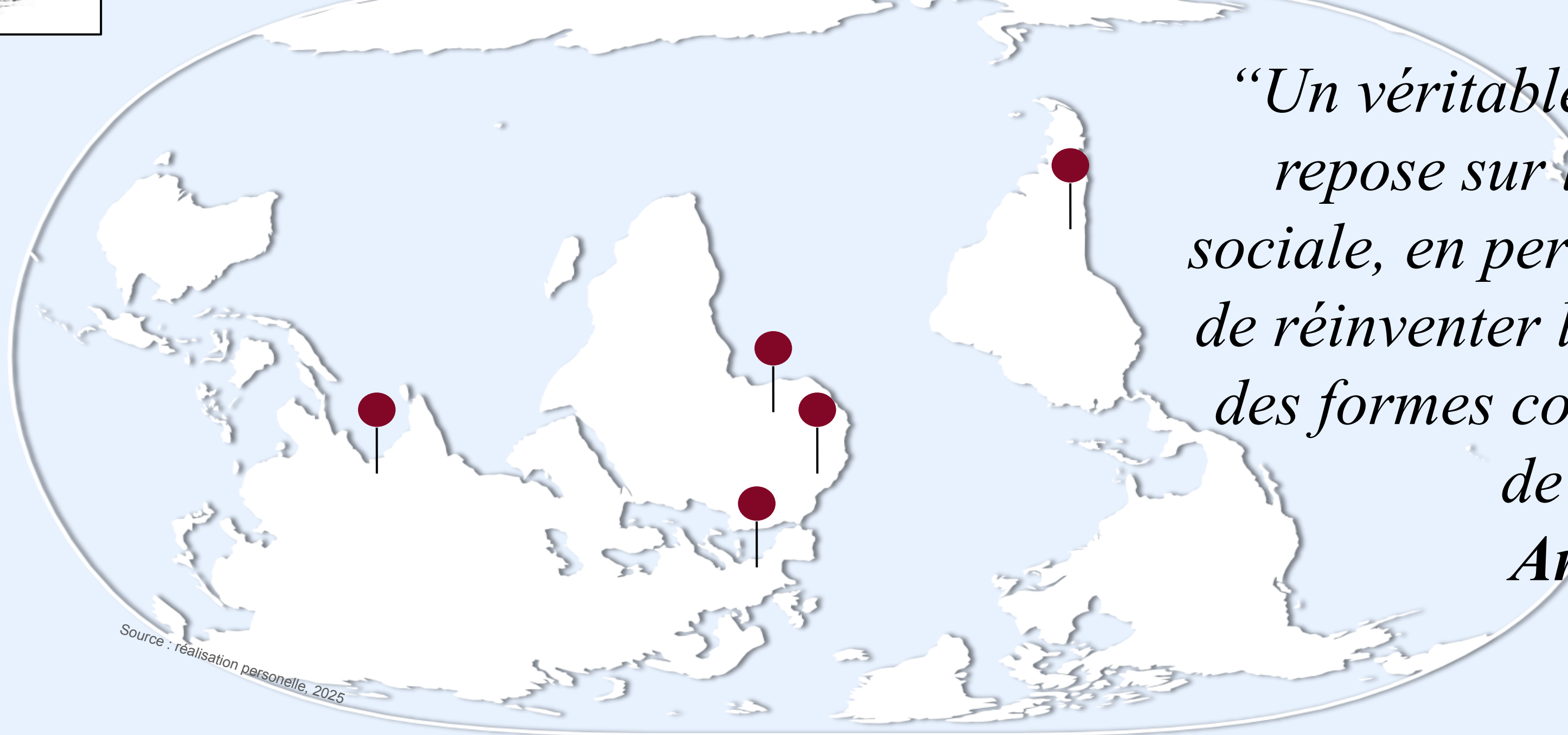
⚠ Il ne faut pas oublier que les crises démocratiques ne sont pas propres aux pays du Sud. Nous pouvons prendre l'exemple des problèmes démocratiques en Corée du Sud ou encore en France.

Aide publique au développement allouée au Bangladesh en milliard de \$ (1970-2024). Banque Mondiale

Les ONG comme alternative à l'État pour renforcer la démocratie locale participative ?

Depuis les années 1980/1990, les ONG se sont affirmées comme acteurs de la coopération au développement. Pour D. Dumoulin Kervran, l'une des raisons qui explique cette redirection de l'aide est que les ONG sont perçues comme des "substituts plus efficaces et démocratiques".

TECHO, fondée en 1997, lutte contre l'habitat précaire. A travers l'implication des bénéficiaires dans l'élaboration des projets, cette ONG chilienne présente dans toute l'Amérique latine favorise la participation et l'autonomisation des populations, ainsi que la valorisation des savoirs locaux. Les bénéficiaires des projets participent à l'élaboration du diagnostic, à la conception du projet et à sa réalisation.



"Un véritable développement durable repose sur la justice écologique et sociale, en permettant aux communautés de réinventer leur propre futur à travers des formes collectives et participatives de coopération."
Arturo Escobar

La coopération décentralisée :

Une meilleure réciprocité des échanges entre deux collectivités territoriales, ou comment dépasser le tandem traditionnel « donateur/ bénéficiaire »

Elle permet de mieux prendre en compte les contextes locaux, de simplifier les réseaux d'acteurs en renforçant les acteurs locaux et d'impliquer plus facilement les populations locales.

La coopération entre la Métropole de Lyon et la ville de Ouagadougou :

Depuis 1994, ce partenariat permet le développement d'une coopération à échelle locale et favorise l'échange des savoirs et des compétences entre les deux territoires. Depuis l'été 2023, alors que la France a cessé de coopérer avec la Burkina Faso, ce partenariat s'est justement renforcé. La coopération décentralisée peut donc répondre aux enjeux de continuité de l'aide lors de crises démocratiques.



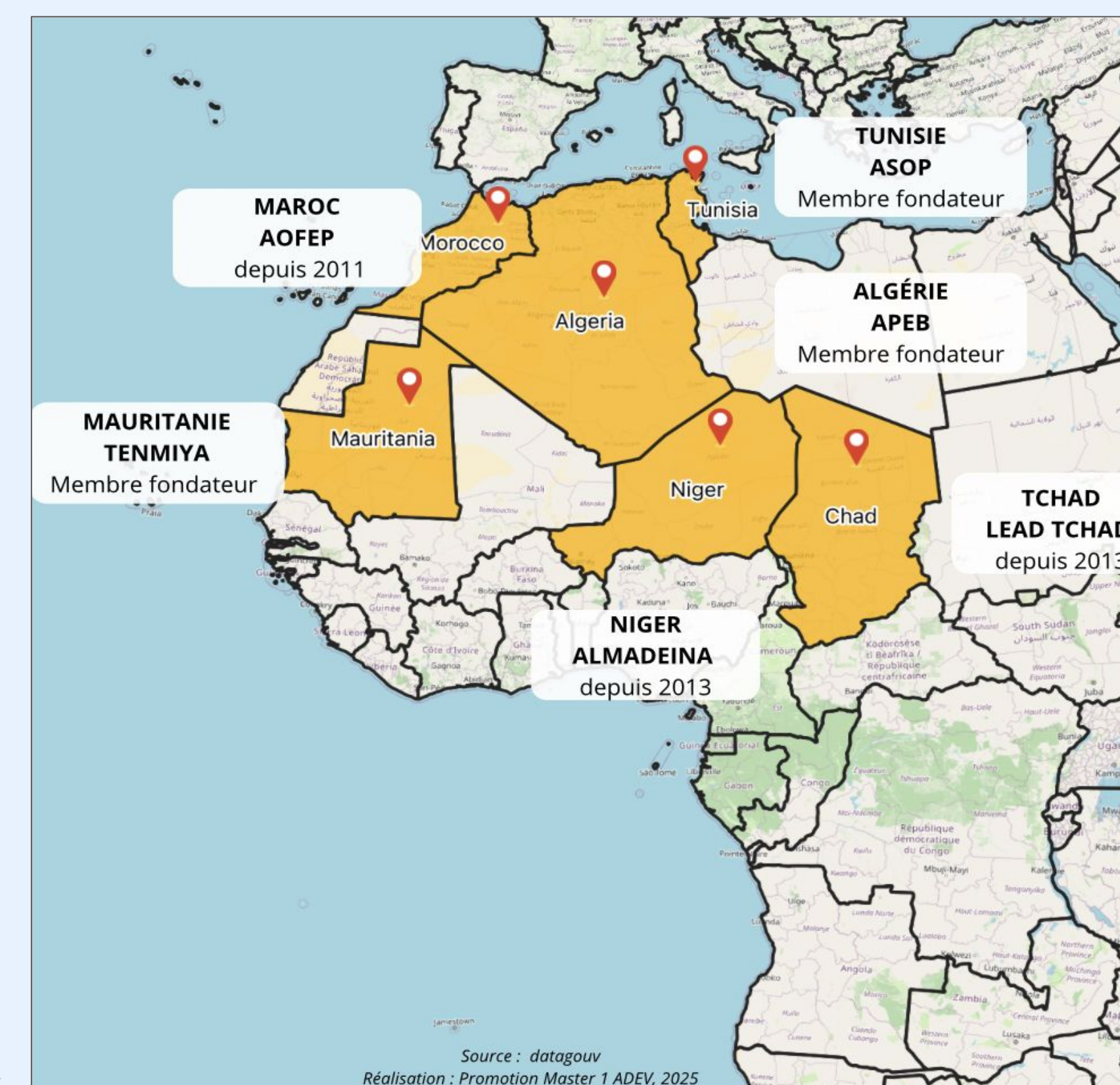
La valorisation des coopérations Sud-Sud : un levier de démocratie participative entre Suds

La coopération Sud-Sud, qui se définit par les échanges et collaborations entre pays du Sud Global, favorise des partenariats égaux et durables, où les pays du Sud s'entraident pour relever des défis communs.

Elle entend rompre avec une coopération traditionnelle, unilatérale et asymétrique, venant des pays du Nord, et favoriser l'inclusion des populations dans le processus décisionnel.



Le réseau RADO (Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis) coordonné par le CARI, regroupe des associations présentes en Algérie, au Maroc, en Mauritanie, en Tunisie, au Niger et au Tchad. Face à la crise que connaissent les oasis, ce réseau permet aux associations locales d'échanger et de partager leurs réalisations pour une gestion durable des territoires oasiens. Après une identification des besoins des agriculteurs, le RADO permet le renforcement de leurs capacités, leur autonomisation et leur participation aux cadres de concertation.



Carte des membres du réseau RADO